



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la coordination  
interministérielle et de  
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle  
et de concertation publique

**Arrêté n° PCICP2023235-0003**

Arrêté de mise en demeure de la commune de MESNIL-LETTRE sur le territoire de la commune de  
MESNIL-LETTRE

---

La préfète de l'Aube,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles R. 511-9 L. 541-1, L. 541-2, L. 541-3, L. 171-7 et L. 171-8 ;

**VU** le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;

**VU** le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2023108-0002 du 18 avril 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 18 avril 2023 établi à l'issue de la visite d'inspection du 9 février 2023 ;

**VU** le projet d'arrêté de mise en demeure porté à la connaissance à la commune de MESNIL-LETTRE le 24 avril 2023 ;

**VU** l'absence de remarques de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que les constats effectués lors de la visite d'inspection du 9 février 2023 font état d'une présence significative et organisée de déchets non dangereux et de déchets inertes sur la parcelle cadastrale 000/ZD/2 sur le territoire de la commune de MESNIL-LETTRE ;

**CONSIDÉRANT** qu'au vu du caractère organisé, le stockage de déchets relève de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'activité est exercée sans bénéficier des actes administratifs idoines ;

**CONSIDÉRANT** qu'il a été constaté que l'installation est libre d'accès car celle-ci n'est pas clôturée ;

**CONSIDÉRANT** que ce stockage de déchets, peut porter atteinte aux intérêts défendus visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pouvant provoquer des sols, des eaux de surface, ou une pollution des eaux souterraines ;

**CONSIDÉRANT** qu'en outre, il n'a pas été démontré ni la compatibilité du site avec les déchets stockés, ni la conformité des installations actuellement exploitées avec les textes réglementaires applicables aux stockages des déchets dangereux et non dangereux ;

**CONSIDÉRANT** que dans ces conditions, le site ne peut plus recevoir des déchets ;

**CONSIDÉRANT** que le I de l'article L. 171-7 susvisé prescrit :

*« I. - Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an.*

*Elle peut, par le même acte ou par un acte distinct, suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs ou la poursuite des travaux, opérations, activités ou aménagements jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la déclaration ou sur la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification, à moins que des motifs d'intérêt général et en particulier la préservation des intérêts protégés par le présent code ne s'y opposent.*

*L'autorité administrative peut, en toute hypothèse, édicter des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure.*

*L'autorité administrative peut, à tout moment, afin de garantir la complète exécution des mesures prises en application des deuxième et troisième alinéas du présent I :*

*1° Ordonner le paiement d'une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de ces mesures. L'astreinte est proportionnée à la gravité des manquements constatés et tient compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement. Les deuxième et dernier alinéas du 1° du II de l'article L. 171-8 s'appliquent à l'astreinte ;*

*2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. » ;*

**CONSIDÉRANT** qu'aucun dossier d'autorisation mentionné précédemment n'a été déposé ;

**CONSIDÉRANT** que, face à ces non-conformités, il convient de faire application du I de l'article L. 171-7 du code de l'environnement en mettant en demeure la commune de MESNIL-LETTRE de régulariser sa situation d'une part, et, dans cette attente, de suspendre l'activité afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Mise en demeure**

La commune de MESNIL-LETTRE, dénommé l'exploitant dans les articles suivants, est mis en demeure de régulariser la situation de son site, parcelle cadastrale 000/ZD/2, sur le territoire de la commune de MESNIL-LETTRE, dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

## **Article 2 : Mesures conservatoires**

Dans l'attente qu'il soit statué sur la demande mentionnée ci-avant, toute réception de déchets au sein des parcelles susmentionnées est interdite.

L'exploitant met en place une clôture empêchant l'accès au site et les dépôts de déchets non maîtrisés et un affichage « dépôt interdit » dans un délai de 3 mois.

## **Article 3 : Sanctions**

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

## **Article 4 : Notification et publication**

Le présent arrêté sera notifié à la commune de MESNIL-LETTRE.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

## **Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes.

Fait à Troyes, le **23 AOÛT 2023**

Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Mathieu ORSI

Délais et voies de recours : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) soit par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.